

SÉBASTIEN LECORNU

La possibilité d'un recours

Le premier ministre a donné l'impression de renoncer à une candidature à la présidentielle. Pour autant, autour de lui, certains n'excluent pas qu'il puisse être un recours, et lui-même donne des signes qu'il faudra compter avec lui. À condition de passer le prochain budget.

Par Carl Meeus

Je ne suis pas candidat à l'élection présidentielle. » Samedi dernier, Sébastien Lecornu a voulu clarifier sa position sur ses ambitions pour 2027. Mais le premier ministre est trop fin politique pour ignorer, comme le disait Talleyrand, que « ce qui est cru devient plus important que ce qui est vrai ». Surtout quand l'intéressé a déjà joué avec les mots en ce qui concerne son avenir politique et qu'il utilise le présent plutôt que le futur. Personne n'a oublié qu'il assurait ne pas faire campagne pour devenir premier ministre, successeur de François Bayrou. C'était il y a à peine un an et, dans le microcosme politique, tout le monde se souvient qu'autour de lui se mettaient en œuvre les conditions de son arrivée Rue de Varenne. Personne n'a oublié non plus qu'il assurait, au « 20 heures » de France 2, juste après sa démission, en octobre dernier, qu'il ne « courait pas après le job » de premier ministre et considérait : « ma mission est terminée ». Moins de 48 heures plus tard, il était renommé chef du gouvernement par Emmanuel Macron.

IL ATTEND LE KAÏROS

Sébastien Lecornu aura beau démentir, sa position de premier ministre, ses propos d'il y a un an, les petits cailloux semés au printemps, la faiblesse des candidatures actuelles au sein du bloc central et le fonctionnement du système politico-médiatique le ramèneront toujours à l'idée qu'il ne peut se désintéresser de 2027, voire qu'il peut être un recours. « À ce stade, il ne peut

pas dire autre chose, analyse un conseiller de l'Élysée. Il est comme François Hollande ou Jean Castex, il attend le kaïros, le bon moment pour surgir. »

Arrivé à Matignon en moine-soldat, dont la mission était d'assurer la stabilité politique du pays, il a réussi, un an plus tard (il a été nommé Rue de Varenne le 9 septembre 2025), à ce que les observateurs et les médias lui taillent un autre costume, celui de potentiel candidat à l'élection présidentielle. Son démenti du week-end dernier vise à lui assurer une tranquillité politique. Il se sait sous



surveillance par les autres prétendants. Le moindre mot confirmant ses intentions pourrait déclencher une contre-attaque dévastatrice. Il est à découvert sur une ligne de crête, dans la ligne de mire des snipers de l'opposition, voire du bloc central. Gabriel Attal et Édouard Philippe n'ont aucun intérêt à lui laisser un espace. Ils savent bien que leurs candidatures sont fragiles, ne suscitent pas de passions et peuvent plonger dans les intentions de vote si un troisième homme arrive à surgir.

Avant de confier à un élu qu'il ne voyait pas le chemin pour lui, en ce moment, Sébastien Lecornu a bien

regardé s'il y avait la possibilité d'une candidature. Marine Le Pen qui observe attentivement ne s'y est pas trompée qui se demandait en juillet : « Alors, il se lance Sébastien Lecornu ? » À l'Élysée, on avait déjà noté que le premier ministre avait maigri au printemps et changé de costume. « Un politique ne fait pas tout ça par hasard », expliquait un conseiller d'Emmanuel Macron.

EN EMBUSCADE

L'entretien dans *Paris Match* fin juillet avec photos à l'appui a marqué un tournant. Ce n'est jamais anodin

pour un premier ministre d'accepter de poser pour cet hebdomadaire. Édouard Philippe ne s'y est pas trompé qui a fait remarquer : « Paris Match, c'est un truc de candidat à la présidentielle. » Certes Sébastien Lecornu n'a pas fait la une, mais a pu développer ses idées et notamment se projeter et envoyer quelques piques aux candidats déjà déclarés. Il expliquait la nécessité de « donner des perspectives pour l'avenir ». Or c'est justement le rôle d'une campagne présidentielle. Et constatait : « les Français ne voient pas encore se dessiner une réelle perspective » avec les idées proposées par les candidats déjà déclarés. Ses propos entraient en résonance avec un sondage Odoxa pour *Le Figaro*, publié quelques jours auparavant : près de 60 % des sympathisants Renaissance et 38 % des Français estimaient qu'il ferait un meilleur candidat que Gabriel Attal ou Édouard Philippe. Un homme a parfaitement décrypté la stratégie de Sébastien Lecornu. C'est Thierry Saussez. L'ancien publicitaire publie d'ailleurs un livre,



À peine Édouard Philippe a-t-il quitté l'île de Mayotte...



...que le premier ministre Sébastien Lecornu arrive sur place.

Pour le publicitaire Thierry Saussez, "Sébastien Lecornu est un personnage original qui a su se créer un style qui n'appartient qu'à lui"

disponible sur internet le 15 septembre prochain, sur le premier ministre : *La Course à l'Élysée, l'étonnant monsieur Lecornu en embuscade*. « C'est un personnage original qui a su se créer un style qui n'appartient qu'à lui, explique Thierry Saussez. Les autres candidats ont des qualités, mais n'ont pas un territoire propre de communication. » Or avoir un style propre est indispensable. Comme le rappelle Thierry Saussez, « tous les candidats élus sous la V^e République avaient un style. Y compris François Hollande ! » En un an, avec une stratégie de communication beaucoup plus maîtrisée qu'elle n'en a l'air, le chef du gouvernement a installé une image, celle d'un homme à la barre d'un navire fragilisé par des voies d'eau, mais qui le conduit à bon port malgré les crises. « Son style est celui d'un homme insensible au temps et à la pression, sans esbroufe, averse de ses propos. Il y a deux hypothèses : soit il n'en fait rien en 2027, mais il faudra compter sur lui après car il n'a que 40 ans. Soit les électeurs insatisfaits font de lui le troisième homme. La cristallisation ne se fera de toute façon pas avant janvier ou février 2027. » Puisqu'il ne peut pas se déclarer officiellement, ni avancer à découvert, Sébastien Lecornu attend son heure. Un peu comme Michel Galabru dans le film *Flic ou Voyou*, où il incarne un commissaire débonnaire qui explique sa stratégie à un mafieux aux prises avec un concurrent : « Moi, j'attends ; toi, tu t'agites. Le premier qui a des nouvelles appelle

l'autre. » Pour autant, Sébastien Lecornu décide de ne pas lâcher les candidats, et notamment celui qui a le plus d'avance et vient du même camp, Édouard Philippe. Lorsque les derniers chiffres du chômage sont tombés, le 8 août dernier, Édouard Philippe a regretté sur le réseau social X qu'ils ne soient « pas bons », ajoutant « et pourtant, faire baisser le chômage n'est pas une énigme. C'est une affaire de détermination, de cohérence et de bons sens ». L'attaque est subliminale, mais vise Emmanuel Macron et par ricochet son premier ministre. Sébastien Lecornu ne laisse pas passer l'occasion de lui répondre, dès le lendemain, sur le même réseau social X, de la même manière, sans le citer mais en le visant clairement : « Pas de déni face à la hausse du chômage. Mais pas de caricature non plus. Plus de 2 millions d'emplois ont été créés depuis 2017. Jamais autant de Français n'ont travaillé. »

MARQUAGE À LA CULOTTE

À peine Édouard Philippe a-t-il quitté Mayotte, que Sébastien Lecornu se rend sur l'île lui aussi, fin août. Et quand le candidat annonce vouloir s'attaquer aux arrêts de travail pour « mettre fin à l'open bar », le premier ministre annonce trois jours plus tard vouloir réformer les arrêts maladie pour lutter contre les abus. Sébastien Lecornu marque son concurrent à la culotte. Alors même si le déjeuner entre les deux hommes en juillet s'est bien passé, Édouard Philippe sait répondre. « Je prends le pari que le

budget ne va pas être bon. Le gouvernement n'a pas de majorité, donc il ne sera pas cohérent, » lance-t-il au débat du Medef. Même s'il a pris soin de dire qu'il ne visait pas Sébastien Lecornu, l'attaque était bien réelle.

À la fin du mois d'août, Sébastien Lecornu a eu une illustration de la difficulté pour un premier ministre de concilier son action gouvernementale et son ambition présidentielle. En visite au Porge (Gironde), il a subi l'exaspération de certains de ses concitoyens, qui l'ont copieusement sifflé, excédés par ce qu'ils pensent être des défaillances et des lenteurs des pouvoirs publics face aux incendies de cet été. Sébastien Lecornu se retrouve confronté aux mêmes problèmes qu'ont connus avant lui Jacques Chirac en 1988, Édouard Balladur en 1995 et Lionel Jospin en 2002. Tous ont été rattrapés par la réalité quotidienne des Français. Le premier ministre fait le pari que ceux-ci lui sauront gré, en janvier 2027, d'avoir tenu la boutique quand les crises se succédaient et les promesses s'empilaient. Il sera alors temps de réfléchir à la possibilité d'incarner un recours. À une double condition : qu'Édouard Philippe ne soit pas devenu le candidat incontournable du bloc central et que Sébastien Lecornu ait réussi à faire passer son budget. Deux conditions qui ne dépendent pas totalement de lui, mais des autres, notamment de Marine Le Pen, qui décidera ou non du succès d'une motion de censure à l'automne. ■

Carl Meeus